



**PRÉFET
DE TARN-ET-GARONNE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Direction de la coordination interministérielle
et de l'appui territorial
Mission des politiques environnementales

AP n° 82-2026-01-13-00001

ARRÊTÉ PRÉFECTORAL COMPLÉMENTAIRE

Société ACTION LOGISTICS FRANCE à LABASTIDE-SAINT-PIERRE

Mise à jour de la situation administrative

Installations Classées pour la Protection de l'Environnement

***Le Préfet de Tarn-et-Garonne,
Chevalier de la Légion d'honneur,
Chevalier de l'Ordre National du Mérite,***

VU le Code de l'environnement ;

VU les décrets modifiant la nomenclature des installations classées ;

VU l'arrêté préfectoral n° 82-2017-01-23-001 du 23 janvier 2017 « modifié » autorisant la société ACTION LOGISTICS à exploiter une plate-forme logistique au sein de la ZAC GRAND SUD LOGISTIQUE sur la commune de Labastide-Saint-Pierre ;

VU le porter à connaissance du 29 juillet 2025 de la société ACTION LOGISTICS concernant son projet de modification des capacités de stockage de produits dangereux sur son site de Labastide-Saint-Pierre ;

VU le rapport de l'inspection des installations classées en date du 18 novembre 2025 ;

VU le projet d'arrêté porté le 27 novembre 2025 à la connaissance du demandeur ;

VU l'absence d'observations du demandeur sur le projet d'arrêté ;

CONSIDÉRANT que le projet de modification des capacités de stockage de produits dangereux sur le site de Labastide-Saint-Pierre modifie les rubriques n°4320, 4321, 4330 et 4718 de la nomenclature des installations classées ;

CONSIDÉRANT qu'il convient d'actualiser le tableau des rubriques de l'établissement ;

CONSIDÉRANT que la demande de modification des conditions d'exploitation n'entraîne pas de dangers ou inconvénients significatifs et ne constitue pas une modification substantielle de l'autorisation environnementale au sens de l'article R.181-46 du Code de l'environnement ;

CONSIDÉRANT qu'il n'est pas nécessaire de soumettre ce projet d'arrêté à l'avis des membres du conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques ;

SUR proposition de la secrétaire générale de la préfecture de Tarn-et-Garonne

ARRÊTE

ARTICLE 1 : Exploitant

La société ACTION LOGISTICS FRANCE dont le siège social est situé au 18-26 rue Goubet – 75019 Paris, qui est autorisée à exploiter sur le territoire de la commune de Labastide-Saint-Pierre, à l'adresse ZAC Grand Sud Logistique, une plateforme logistique, est tenue de respecter, dans le cadre des modifications des installations portées à la connaissance de Monsieur le Préfet, les prescriptions du présent arrêté.

ARTICLE 2 : Classement des installations

Les dispositions de l'article 1.2.1 de l'arrêté préfectoral du 23 janvier 2017 susvisé sont abrogées et remplacées par les dispositions suivantes :

Les installations objet de la présente autorisation d'exploiter sont les suivantes :

N°	Intitulé	Nature des installations et volume d'activité	Régime
1450-1	Solides inflammables (Stockage ou emploi de) La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant : 1. Supérieure à 1 tonne	23 tonnes (grande cellule de produits dangereux)	A
1510-1	Entrepôts couverts (installations, pourvues d'une toiture, dédiées au stockage de matières ou produits combustibles en quantité supérieure à 500 tonnes), à l'exception des entrepôts utilisés pour le stockage de matières, produits ou substances classés, par ailleurs, dans une unique rubrique de la présente nomenclature, des bâtiments destinés exclusivement au remisage des véhicules à moteur et de leur remorque, des établissements recevant du public et des entrepôts exclusivement frigorifiques. 2. Autres installations que celles définies au 1, le volume des entrepôts étant : b) Supérieur ou égal à 50 000 m ³ mais inférieur à 900 000 m ³	6 cellules produits divers : 441 463 m ³ 2 cellules produits dangereux : 34 477 m ³ 1 cellule retour produits magasins : 26 503 m ³ Volume total de l'entrepôt : 502 442 m³	E

N°	Intitulé	Nature des installations et volume d'activité	Régime
4331-1	<p>Liquides inflammables de catégorie 2 ou catégorie 3 à l'exclusion de la rubrique n°4330.</p> <p>La quantité totale susceptible d'être présente dans les installations y compris dans les cavités souterraines étant :</p> <p>2. Supérieure ou égale à 100 tonnes mais inférieure à 1 000 tonnes</p>	250 tonnes (grande cellule de produits dangereux)	E
1436-2	<p>Liquides combustibles de point éclair compris entre 60 °C et 93 °C (Stockage ou emploi de)</p> <p>La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant : 2. Supérieure ou égale à 100 tonnes mais inférieure à 1000 tonnes</p>	250 tonnes (grande cellule de produits dangereux)	DC
4510-2	<p>Dangereux pour l'environnement aquatique de catégorie aiguë 1 ou chronique 1.</p> <p>La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant :</p> <p>2. Supérieure ou égale à 20 tonnes mais inférieure à 100 tonnes</p>	35 tonnes (grande cellule de produits dangereux)	DC
4718-2b	<p>Gaz inflammables liquéfiés de catégorie 1 et 2 (y compris GPL et biogaz affiné, lorsqu'il a été traité conformément aux normes applicables en matière de biogaz purifié et affiné, en assurant une qualité équivalente à celle du gaz naturel, y compris pour ce qui est de la teneur en méthane, et qu'il a une teneur maximale de 1 % en oxygène)</p> <p>La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant :</p> <p>b) supérieure ou égale à 6 tonnes mais inférieure à 50 tonnes</p>	7,5 tonnes (petite cellule de produits dangereux)	DC
4741-2	<p>Les mélanges d'hypochlorite de sodium classés dans la catégorie de toxicité aquatique aiguë 1 [H400] contenant moins de 5 % de chlore actif et non classés dans aucune des autres classes, catégories et mentions de danger visées dans les autres rubriques pour autant que le mélange en l'absence d'hypochlorite de sodium ne serait pas classé dans la catégorie de toxicité aiguë 1 [H400].</p> <p>La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant :</p> <p>2) supérieure ou égale à 20 tonnes mais inférieure à 200 tonnes</p>	35 tonnes (grande cellule de produits dangereux)	DC

N°	Intitulé	Nature des installations et volume d'activité	Régime
2714-2	Installation de transit, regroupement ou tri de déchets non dangereux de papiers cartons plastiques caoutchoucs textiles bois à l'exclusion des activités visées aux rubriques n°2770 et 2771 Le volume susceptible d'être présent dans l'installation étant : 2. supérieur ou égal à 100 m ³ mais inférieur à 1 000 m ³	Stockage de rolls contenant des emballages plastiques et cartons usagés pour un volume maximal de 700 m ³ (cellule retour produits magasins)	D
2925	Accumulateurs (atelier de charge d') 1. Lorsque la charge produit de l'hydrogène, la puissance maximale de courant continu utilisable pour cette opération (1) étant supérieure à 50 kW	> 50 kW	D
4320-2	Aérosols extrêmement inflammables ou inflammables de catégorie 1 ou 2 contenant des gaz inflammables de catégorie 1 ou 2 ou des liquides inflammables de catégorie 1. La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant : 2. Supérieure ou égale à 15 tonnes et inférieure à 150 tonnes	109 tonnes (petite cellule de produits dangereux)	D
4801-2	Houille, coke, lignite, charbon de bois, goudron, asphalte, brais et matières bitumineuses. La quantité susceptible d'être présente dans l'installation étant : 2. Supérieure ou égale à 50 t mais inférieure à 500 t	35 tonnes	D

Les matières relevant des rubriques 1530, 1532, 2662 et 2663 ne sont pas classées car déjà prises en compte pour le classement au titre de la rubrique 1510 de la nomenclature ICPE. »

ARTICLE 3 : Frais

Les frais inhérents à l'application des prescriptions du présent arrêté sont à la charge de l'exploitant.

ARTICLE 4 : Publicité

Conformément aux dispositions de l'article R.181-45 du Code de l'environnement, l'arrêté complémentaire est publié sur le site internet des services de l'État dans le département de Tarn-et-Garonne pendant une durée minimale de quatre mois.

ARTICLE 5 :Notification – Exécution

L'arrêté est notifié à l'exploitant.

La secrétaire générale de la préfecture de Tarn-et-Garonne et le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL) d'Occitanie sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Tarn-et-Garonne et dont une copie sera notifiée :

- au maire de la commune d'implantation,
- au sous-préfet de l'arrondissement compétent,

Montauban, le **13 JAN. 2026**

Le préfet

Pour le Préfet et par délégation
la Secrétaire Générale


Edwige DARRACQ

Délais et voies de recours

En application des dispositions inscrites au Code de l'environnement, le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction. Il peut être déféré au tribunal administratif de Toulouse (68 rue Raymond IV – 31000 Toulouse – Tél : 05.62.73.57.57) :

- 1° Par les pétitionnaires ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision leur a été notifiée ;
- 2° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3, dans un délai de quatre mois à compter de la publication de la décision sur le site internet des services de l'État dans le département.

Le tribunal administratif peut également être saisi par l'application informatique Télérecours accessible par le site internet www.telerecours.fr. Les décisions mentionnées au premier alinéa peuvent faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois :

- soit d'un recours gracieux auprès du préfet de Tarn-et-Garonne – 2 allée de l'Empereur – BP10779 – 82000 Montauban. Le recours doit être écrit et exposer les arguments et faits nouveaux. Une copie de la décision contestée doit être jointe à votre recours ;
- soit d'un recours hiérarchique auprès du ministre de la Transition écologique et de la Cohésion des Territoires – Grande Arche de la Défense – Paroi sud / Tour Séquoia – 92055 La Défense. Le recours doit être écrit et exposer les arguments et faits nouveaux. Une copie de la décision contestée doit être jointe à votre recours.

Le recours administratif prolonge de deux mois les délais de recours contentieux mentionnés aux 1° et 2°.

Tout recours (excepté le télérecours) doit être adressé en recommandé avec accusé de réception.

Les tiers qui n'ont acquis ou pris à bail des immeubles ou n'ont élevé des constructions dans le voisinage d'une installation classée que postérieurement à l'affichage ou à la publication de l'acte portant autorisation ou enregistrement de cette installation ou atténuant les prescriptions primitives ne sont pas recevables à déférer ledit arrêté à la juridiction administrative.

Conformément à l'article R. 181-51 du Code de l'environnement, tout recours administratif ou contentieux à l'encontre d'une autorisation environnementale ou d'un arrêté fixant une ou plusieurs prescriptions complémentaires prévus aux articles L. 181-12, L. 181-14, L. 181-15 et L. 181-15-1, doit être notifié à l'auteur et au bénéficiaire de la décision, à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité. Cette notification doit être adressée par lettre recommandée avec accusé de réception dans un délai de quinze jours francs à compter de la date d'envoi du recours administratif ou du dépôt du recours contentieux.